



**CONSEIL COMMUNAUTAIRE
EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS**

**Séance du 29 juin 2023 (18h35)
Salle des fêtes de SAVAS**

**Direction Générale Adjointe
Ressources
Service des Affaires Juridiques,
Administratives et Foncières**

Membres titulaires	: 56	
Membres suppléants	: 23	
Présents	: 29 + 2	
Votants	: 50	
Convocation et affichage	: 21/06/2023	
Président de séance	: Monsieur	Simon PLENET
Secrétaire de séance	: Monsieur	Christian FOREL

Etaient présents en qualité de conseillers titulaires : Jean-Yves BONNET, Sylvie BONNET, Maryanne BOURDIN, Clément CHAPEL, François CHAUVIN, Nadège COUZON, Christophe DELORD, Gilles DUFAUD, Laurence DUMAS, Maxime DURAND, Christian FOREL, Jérémy FRAYSSE, Yves FRAYSSE, Louis-Claude GAGNAIRE, Denis HONORE, Thierry LERMET, Danielle MAGAND, Edith MANTELIN, Laurent MARCE, Christian MASSOLA, Catherine MICHALON, Richard MOLINA, Patrick OLAGNE, Ronan PHILIPPE, Simon PLENET, Denis SAUZE, Antoinette SCHERER, Myriam SERVY-CHANAL, Laurent TORGUE.

Etaient présents en qualité de conseillers suppléants : Bertrand PIATON, Pierre GUIRRONNET.

Pouvoirs : Carlos ALEGRE (pouvoir à Denis HONORE), Nicole ARCHIER (pouvoir à Ronan PHILIPPE), Assia BAIBEN-MEZGUELDI (pouvoir à Danielle MAGAND), Damien BAYLE (pouvoir à Yves FRAYSSE), Hugo BOLLLEY (pouvoir à Thierry LERMET), Brigitte BOURRET (pouvoir à Richard MOLINA), Nathalie CLÉMENT (pouvoir à Christophe DELORD), Claudie COSTE (pouvoir à Laurent MARCE), Christelle ETIENNE (pouvoir à Maxime DURAND), Romain EVRARD (pouvoir à Edith MANTELIN), Bruno FANGET (pouvoir à Laurence DUMAS), Cécilia FARRE (pouvoir à Gilles DUFAUD), Juanita GARDIER (pouvoir à Catherine MICHALON), Frédéric GONDRAND (pouvoir à Christian MASSOLA), Antoine MARTINEZ (pouvoir à François CHAUVIN), Martine OLLIVIER (pouvoir à Jean-Yves BONNET), Agnès PEYRACHE (pouvoir à Patrick OLAGNE), Marc-Antoine QUENETTE (pouvoir à Nadège COUZON), Michel SEVENIER (pouvoir à Maryanne BOURDIN).

Etaient absents et excusés : Christian ARCHIER, Virginie BONNET-FERRAND, Sylvette DAVID, Olivier DE LAGARDE, Vincent DUGUA, Pascal PAILHA, Yves RULLIÈRE, René SABATIER.

**CC-2023-169 - ZAE - ZAE-MODALITES DE GESTION ET D'ENTRETIEN DES ZAE
ENTRE ANNONAY RHONE AGGLO ET LES COMMUNES, ET REPARTITION DES
RECETTES DE FISCALITE**

Rapporteur : Monsieur Richard MOLINA

Annonay Rhône Agglo accompagne le développement et l'attractivité économique de son territoire, à ce titre, et tel que spécifié dans ses statuts, l'Agglomération intervient en faveur de la création, l'aménagement, l'entretien et la gestion de zones d'activités industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique.

La notion de zone d'activité ne fait pas l'objet d'une définition juridique précise et normative, toutefois, une ZAE se définit par un faisceau d'indices notamment la maîtrise d'ouvrage publique ou initiative publique et la réunion sur un périmètre circonscrit une pluralité / concentration d'activités économiques. D'où l'enjeu de définir

clairement les zones d'activité en précisant selon quels critères cette définition est opérée.

Les zones d'activités qui, en correspondance avec la loi NOTRe, ont été identifiées selon plusieurs critères comme relevant de l'action directe de l'Agglomération (nombre d'hectares, d'entreprises, etc..), sont les suivantes :

Zones existantes :

- Zone de Massas (Saint-Clair)
- Zone de Chantecaille (Saint-Clair)
- Zone du Rivet (Boulieu-les-Annonay)
- Zones du Mas et de La Lombardière (Davézieux)
- Zones de Marenton (I-II- Annonay- Davézieux- Vernosc-lès-Annonay)
- Zone de Munas (Quintenas – Ardoix)
- Zone de la Boissonnette (Peaugres)
- Zone du Flacher – le Lac (Félines)
- Zone des Ecolanges (Saint-Désirat)
- Zone des Prés du Roy (Saint-Marcel-lès-Annonay)
- Zone de Grosberty (Annonay)
- Zone de Chizaret (Quintenas)
- Zone des Priaux (Vernosc-lès-Annonay)
- Zone de la Détourbe (Vocance)
- Zone de Prachenet (Saint-Cyr)
- Zone de La Picassonne (Limony)
- Zone de Marlet (Serrières)
- Zone des Cluzeaux (Roiffieux)
- Zone de Jarousset (Charnas)

Nouvelles zones :

- Marenton 3 (Annonay- Davézieux- Vernosc-lès-Annonay)
- Zone de Munas 2 (Quintenas – Ardoix)
- Boissonnette 2 (Peaugres)

Seules les zones identifiées ci-dessus relèvent donc de l'action de l'Agglomération. Le périmètre de ces zones est annexé à la présente délibération.

La présente délibération vise à clarifier le champ d'intervention de l'Agglomération et celui qui revient aux communes sur ces zones, en matière d'entretien et d'aménagement.

Modalités d'intervention

L'Agglomération est maître d'ouvrage pour la création ou l'extension de ces Zones d'activités économiques (ZAE). Elle utilise son budget général en section investissement pour le financement des requalifications de ces ZAE.

L'Agglomération utilise son budget annexe pour le financement des opérations d'aménagement et d'extension de ces zones.

Modalités d'entretien

Pour les travaux d'entretien courant sur ces ZAE deux modes de fonctionnement différents sont proposés :

- ***Pour les zones existantes :***

La commune perçoit actuellement l'intégralité de la taxe foncière sur le bâti et le non bâti. Il est proposé de maintenir ce mode de fonctionnement (perception intégrale de la taxe foncière par la commune) ; en contrepartie, la commune assure l'entretien courant des ZAE identifiées.

On entend par entretien les interventions suivantes :

- L'éclairage public (changement des ampoules, paiement de la consommation d'électricité)
- La viabilité hivernale (déneigement, salage)
- La propreté (balayage, ramassage des déchets)
- L'entretien des espaces verts (fauchage, désherbage des trottoirs)
- L'entretien des ouvrages hydrauliques (curage des fossés et des regards)
- L'entretien du revêtement de la chaussée (réfection de la couche de roulement)

• ***Pour les nouvelles zones (Munas, Boissonnette 2, Marenton 3) :***

La taxe foncière est répartie et perçue à 50% par la commune et 50% par l'Agglomération. Sur ces zones, l'Agglomération sera, en contrepartie, en mesure d'en assurer l'entretien tel que détaillé ci-dessus (éclairage public, viabilité hivernale, propreté, entretien des espaces verts, ouvrages hydrauliques, entretien du revêtement de la chaussée).

Par convention et « à la carte », il sera possible que la commune, si elle le souhaite, assure elle-même l'entretien de la zone avec refacturation de ces coûts d'entretien par Annonay Rhône Agglo.

Taxe d'aménagement

Conformément à la délibération du 15 décembre 2022 il est proposé que la taxe d'aménagement soit reversée intégralement à l'Agglomération par les communes pour toute opération dans les zones d'activités identifiées ci-dessus qui relèvent de l'action de l'Agglomération, et ce depuis le 1^{er} janvier 2023 (premiers paiements et reversements de TA par les communes à l'Agglo en 2024).

Modalités de mise en œuvre : délibération du conseil municipal de chaque commune sujette à zone d'activités d'intérêt communautaire dans les mêmes formes que la délibération du conseil communautaire du 15 décembre 2022.

Il est proposé d'acter par convention avec les communes concernées la gestion des ZAE d'intérêt communautaire. Les conventions portent sur l'entretien des espaces communs, de la voirie, de ses dépendances et de ses accessoires, ainsi que toutes les actions qui sont attachées à cette gestion, ainsi que sur les investissements qui peuvent être rendus nécessaires par le développement ou la mutation des activités présentes sur le site.

VU le Code général des collectivités territoriales,

VU la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République dite Loi NOTRe,

VU la révision statutaire d'Annonay Rhône Agglo actée par délibération du CC -2022-453 du 15 décembre 2022,

VU la délibération CC-2022-453 du 15 décembre 2022, précisant les modalités de répartition de la taxe d'aménagement entre les communes et l'Agglomération,

DÉLIBÉRÉ

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Après en avoir délibéré, et à l'unanimité

APPROUVE les modalités de gestion et d'entretien des zones d'activités économiques entre les communes et l'Agglomération telles que détaillées ci-dessus,

APPROUVE les termes des conventions relatives aux modalités de gestion des ZAE avec les communes et **AUTORISE** Monsieur le président à les signer,

APPROUVE la répartition de la Taxe foncière (bâti et non-bâti) telle que détaillée dans

les modalités d'entretien présentées ci-dessus,

APPROUVE le reversement de la taxe d'aménagement perçue pour toute opération sur l'un des périmètres de ZAE figurant dans la liste ci-dessus.

AUTORISE Monsieur le Président, ou son représentant, à signer l'ensemble des pièces relatives à cette décision et le **CHARGE** de toute démarche utile à l'exécution de la présente délibération.

Fait à Davézieux le : 05/07/23
Publié le : 06/07/23
Transmis en sous-préfecture le : 05/07/23
Identifiant télétransmission : 007-200072015-20230629-42843-DE-1-1

Pour extrait certifié conforme au
registre des délibérations du
CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Le Président

Simon PLENET

**CONVENTION DE GESTION DE LA ZONE D'ACTIVITES D'INTERÊT
COMMUNAUTAIRE « » A POUR L'ENTRETIEN DES
ESPACES COMMUNS, DE LA VOIRIE ET DE SES DEPENDANCES, ET LES
INVESTISSEMENTS LIES AU DEVELOPPEMENT DU SITE**

MODELE POUR MARENTON 3, BOISSONNETTE 2 ET MUNAS

Entre

La Communauté d'Agglomération Annonay Rhône Agglo, sise à la Lombardière – 07430 Davézieux, représentée par son Président, dûment habilité par délibération du Conseil Communautaire en date du 15 décembre 2022,

Ci-après dénommée « L'Agglo » d'une part,

Et

La commune de, représentée par son Maire,, dûment habilité par délibération du Conseil Municipal en date du

Ci-après dénommée « la Commune » d'autre part,

Il est préalablement exposé :

Depuis la loi NOTRe du 7 août 2015, la communauté d'agglomération Annonay Rhône Agglo est compétente en matière de « Création, aménagement, entretien et gestion des zones d'activités ». Par les différentes révisions statutaires (la dernière le 15 décembre 2022) et la définition de l'intérêt communautaire, la communauté d'agglomération a arrêté la liste des zones définies comme étant d'intérêt communautaire. Le périmètre précis de chacune de ces zones d'intérêt communautaire est joint à la convention établie pour sa gestion entre la commune et l'Agglo.

La zone d'activité « » relève de la compétence de la communauté d'agglomération, pour son aménagement et sa gestion, dans une perspective de développement économique global du territoire. Cette zone d'activités sera composée de nombreuses voiries et espaces communs communautaires. L'objet de la présente convention est de clarifier les orientations en matière de gestion de la zone d'activités, et sur la répartition des actions de chacun. Ceci en tenant compte de la répartition des recettes tirées de l'occupation des parcelles comprises dans le périmètre de la zone d'activités :

- Taxe foncière sur les propriétés bâties : recette partagée entre commune et Agglo à 50%, selon taux communal en vigueur.
- Cotisation foncière des entreprises : recette de l'Agglo.
- Taxe d'aménagement sur les autorisations d'urbanisme déposées à compter du 1^{er} janvier 2022 (perception des recettes à partir de 2023) : recette de l'Agglo.

Article 1^{er} – Objet et périmètre de la convention

Dans le cadre de la bonne organisation des services, la présente convention porte sur l'entretien des espaces communs, de la voirie, de ses dépendances et de ses accessoires, ainsi que toutes les actions qui sont attachées à cette gestion, ainsi que sur les investissements qui peuvent être rendus nécessaires par le développement ou la mutation des activités présentes sur le site.

Le périmètre de la convention est celui de la zone d'activités, joint en annexe de la présente convention.

Article 2 – Désignation des missions assumées par la commune

La présente convention de gestion implique pour la commune la gestion des équipements de défense extérieure contre l'incendie, conformément à la répartition des missions entre Agglo et commune en matière de défense extérieure contre l'incendie (DECI) :

- Entretien des ouvrages publics de défense incendie,
- Gestion, maintenance et contrôle périodiques des points d'eau incendie (PEI), selon la répartition des charges entre commune et Agglo concernant la compétence DECI.

Par ailleurs, la police de la circulation et l'établissement des arrêtés correspondant sur l'ensemble des voiries de la zone d'activités demeure compétence pleine et entière du Maire de la commune.

Article 3 – Désignation des missions assumées par l'Agglo

En matière d'entretien courant, le champ d'intervention de l'Agglo sur le périmètre de la zone d'activités concerne les points suivants :

- les ouvrages des voiries et équipements annexes (accotements, trottoirs, placettes, voies piétonnes et cyclables, grilles avaloirs, ...) internes à la zone d'activité,
- la gestion de l'éclairage public et des réseaux secs,
- les voiries traversantes et/ou les aménagements routiers attenants,
- les espaces verts et les circulations piétonnes associées,

Plus en détail, les prestations assumées par l'Agglo sont les suivantes :

En matière de voirie et équipements annexes :

- Balayage manuel et nettoyage des voiries et espaces publics,
- Balayage et lavage mécanique,
- Décapage si nécessaire (suite à incendie de poubelles ou véhicules par exemple),
- Traitement hivernal préventif (salage) et curatif (dénivelage),

- Petites réparations de chaussée et équipement annexes relatives à la mise en sécurité des usagers (réparation de nids de poules, sécurisation de bordures saillantes etc...),
- Renouvellement des couches de roulement de voirie (ou de cheminement) sur les voiries intercommunales de la zone d'activités.

En matière d'éclairage public et réseaux secs :

- Exploitation du réseau d'éclairage public : prise en charge des abonnements et consommation pour la fourniture d'électricité, dépannage électrique,
- Entretien des équipements d'éclairage public : tableaux de commande, lampadaires, luminaires, passage à l'éclairage LED, etc...
- Test de résistance mécanique des supports,
- Enfouissement des réseaux secs (télécom) sur les voiries existantes communales.

En matière d'espaces verts :

- Entretien des pelouses (tontes, regarnissage, etc.),
- Gestion des vivaces (désherbage, taille, division, remplacement, gestion sanitaire en protection biologique),
- Gestion des arbustes, rosiers (taille, désherbage, renouvellement, gestion sanitaire en protection biologique),
- Gestion des arbres.

En matière de gestion des eaux pluviales :

- Entretien des accessoires de voirie liés au réseau d'eaux pluviales (grilles essentiellement),
- Entretien des fossés.

En matière de signalisation/signalétique :

- Maintenance des équipements de signalétique horizontale et verticale, directionnelle et de signalétique intérieure à la zone d'activité,
- Actualisation des signalétiques individuelles des entreprises.

Par ailleurs, tout investissement lié au développement de la zone d'activités, la mutation des activités en son sein, et l'évolution des besoins (exemple : implantation d'un rond point, etc...) est pleinement pris en charge par l'Agglo. Plus précisément, ceci concerne :

- Le développement de voiries internes à la zone d'activités, des couches de revêtement de voiries,
- La remise à niveau des voiries communautaires et de l'ensemble des équipements annexes (eaux pluviales, etc...), et des espaces verts,
- Le développement de nouvelles installations d'éclairage public sur les voiries communautaires de la zone,

- Enfouissement des réseaux secs (télécom).

L'Agglo prend également en charge les prestations lourdes ou liées à une gestion coordonnée à réaliser sur l'ensemble des zones d'activité, notamment en termes de signalétique (nouveaux totems, création et implantation). Ceci en vue d'uniformiser les équipements existants sur toutes les zones communautaires, s'appuyant notamment sur une charte graphique homogène. L'Agglo demeure compétente sur l'accompagnement des porteurs projets et acteurs économiques présents sur le site, notamment pour les dispositifs d'aide et de soutien. De même, l'Agglo prend pleinement en charge l'ensemble des études et frais afférents à l'évolution ou les perspectives de mutation des activités sur la zone d'activités.

Pour l'ensemble de ces prestations assumées financièrement par l'Agglo, il sera possible de procéder à une convention avec la commune sur tout ou partie des prestations d'entretien, avec rémunération de l'Agglo à la commune selon des modalités financières établies entre les deux parties.

Article 4 – Perspectives d'uniformisation de la propriété des voiries et espaces communs de la zone d'activités

Sur la zone « », dont les aménagements à porter par l'Agglo sont potentiellement significatifs, au vu des mesures et investissements à porter en matière de viabilisation et commercialisation des tènements, la perspective doit être d'avoir une unité de propriété des voiries et espaces communs de la zone d'activités, au niveau de l'Agglo.

A l'issue des aménagements réalisés, le principe est de procéder le cas échéant à des rétrocessions de la commune à l'Agglo, pour l'ensemble des voiries, accessoires de voirie (trottoirs, éclairage public) et espaces communs du site. Pour les aménagements déjà existants, cela sera précédé le cas échéant d'une réfection et d'une remise à niveau par la commune, avant rétrocession à l'Agglo.

Article 5 - Conditions financières

L'exercice des missions de chacune des deux entités (commune et Agglo) ne donne lieu à aucune indemnisation financière par l'une ou l'autre des parties, étant entendu que la taxe foncière sur les propriétés bâties perçue sur le périmètre de la ZAE est partagée à 50% entre la commune et l'Agglo, selon le taux communal en vigueur.

Dans le cas d'une intervention de la commune pour le compte de l'Agglo, ou inversement, la prestation en question fait l'objet d'une évaluation financière préalable à toute intervention, et accord des deux parties avant engagement de ladite prestation.

Article 6 - Responsabilités

La commune et l'Agglo sont chacune responsable, vis-à-vis des tiers, des éventuels dommages de tous ordres résultant des obligations ou du non-respect de ses obligations dans le cadre de la présente convention.

Chaque entité est en outre responsable, à l'égard des tiers, des éventuels dommages résultant d'engagements ou actions réalisés au-delà des missions qui lui ont été fixés par la présente convention.

Article 7 - Entrée en vigueur, durée et résiliation de la convention

La présente convention prend effet à compter de sa signature et de sa transmission au contrôle de légalité.

Elle est conclue pour une durée d'un an reconductible tacitement pour la même durée, sans pouvoir excéder 5 ans, et sous réserve d'une dénonciation par l'une ou l'autre des parties par lettre recommandée au plus tard 3 mois avant l'échéance de la convention. Toutes les modifications qui devront y être apportées prendront nécessairement la forme d'un avenant.

La présente convention pourra être résiliée avant son terme dans l'une des hypothèses suivantes :

- En cas de non-respect par l'une ou l'autre des parties des engagements lui incombant.
Dans cette hypothèse, la convention pourra être résiliée de plein droit à l'issue d'un délai de 15 jours resté sans réponse suite à une mise en demeure adressée par lettre recommandée avec accusé de réception.
- Par accord entre les parties moyennant le respect d'un préavis de 3 mois.

Dans toutes les hypothèses où il serait mis un terme à la convention de manière anticipée, l'Agglo pourra se substituer à la commune quant à ses obligations.

Article 8 - Juridiction compétente en cas de litige

Les parties s'engagent à rechercher, en cas de litige relatif à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention, toute voie amiable de règlement des différends.

En cas d'échec des voies amiables, le litige sera porté devant la juridiction compétente.

Fait à Davézieux, le

Pour Annonay Rhône Agglo
.....

Pour la commune

CONVENTION DE GESTION DE LA ZONE D'ACTIVITES D'INTERÊT COMMUNAUTAIRE « » A POUR L'ENTRETIEN DES ESPACES COMMUNS, DE LA VOIRIE ET DE SES DEPENDANCES, ET LES INVESTISSEMENTS LIES AU DEVELOPPEMENT DU SITE
--

Entre

La Communauté d'Agglomération Annonay Rhône Agglo, sise à la Lombardière – 07430 Davézieux, représentée par son Président, dûment habilité par délibération du Conseil Communautaire en date du 15 décembre 2022,

Ci-après dénommée « L'Agglo » d'une part,

Et

La commune de, représentée par son Maire,, dûment habilité par délibération du Conseil Municipal en date du

Ci-après dénommée « la Commune » d'autre part,

Il est préalablement exposé :

Depuis la loi NOTRe du 7 août 2015, la communauté d'agglomération Annonay Rhône Agglo est compétente en matière de « Création, aménagement, entretien et gestion des zones d'activités ». Par les différentes révisions statutaires (la dernière le 15 décembre 2022) et la définition de l'intérêt communautaire, la communauté d'agglomération a arrêté la liste des zones définies comme étant d'intérêt communautaire. Le périmètre précis de chacune de ces zones d'intérêt communautaire est joint à la convention établie pour sa gestion entre la commune et l'Agglo.

La zone d'activité « » relève de la compétence de la communauté d'agglomération, pour son aménagement et sa gestion, dans une perspective de développement économique global du territoire. Cette zone d'activités reste composée de nombreuses voiries et espaces communs communaux et communautaires. L'objet de la présente convention est de clarifier les orientations en matière de gestion de la zone d'activités, et sur la répartition des actions de chacun. Ceci en tenant compte de la répartition des recettes tirées de l'occupation des parcelles comprises dans le périmètre de la zone d'activités :

- Taxe foncière sur les propriétés bâties : recette communale, selon son taux en vigueur.
- Cotisation foncière des entreprises : recette de l'Agglo.
- Taxe d'aménagement sur les autorisations d'urbanisme déposées à compter du 1^{er} janvier 2022 (perception des recettes à partir de 2023) : recette de l'Agglo.

Article 1^{er} – Objet et périmètre de la convention

Dans le cadre de la bonne organisation des services, la présente convention porte sur l'entretien des espaces communs, de la voirie, de ses dépendances et de ses accessoires, ainsi que toutes les actions qui sont attachées à cette gestion, ainsi que sur les investissements qui peuvent être rendus nécessaires par le développement ou la mutation des activités présentes sur le site.

Le périmètre de la convention est celui de la zone d'activités, joint en annexe de la présente convention.

Article 2 – Désignation des missions assumées par la commune

La présente convention de gestion implique pour la commune la gestion des équipements suivants :

- les ouvrages des voiries et équipements annexes (accotements, trottoirs, placettes, voies piétonnes et cyclables, grilles avaloirs, ...) internes à la zone d'activité,
- la gestion de l'éclairage public et des réseaux secs,
- les espaces verts et les circulations piétonnes associées,
- les ouvrages de défense incendie.

Par ailleurs, les voiries traversantes, non comprises dans le périmètre de la zone d'activités, voient leur entretien assumé par la commune.

Plus en détail, les prestations assumées par la commune sont les suivantes :

En matière de voirie et équipements annexes :

- Balayage manuel et nettoyage des voiries et espaces publics,
- Balayage et lavage mécanique,
- Décapage si nécessaire (suite à incendie de poubelles ou véhicules par exemple),
- Traitement hivernal préventif (salage) et curatif (déneigement),
- Petites réparations de chaussée et équipement annexes relatives à la mise en sécurité des usagers (réparation de nids de poules, sécurisation de bordures saillantes etc...),
- Renouvellement des couches de roulement de voirie (ou de cheminement) sur les voiries communales de la zone d'activités.

En matière d'éclairage public et réseaux secs :

- Exploitation du réseau d'éclairage public : prise en charge des abonnements et consommation pour la fourniture d'électricité, dépannage électrique,

- Entretien des équipements d'éclairage public : tableaux de commande, lampadaires, luminaires, passage à l'éclairage LED, etc...
- Test de résistance mécanique des supports,
- Enfouissement des réseaux secs (télécom) sur les voiries existantes communales.

En matière d'espaces verts :

- Entretien des pelouses (tontes, regarnissage, etc.),
- Gestion des vivaces (désherbage, taille, division, remplacement, gestion sanitaire en protection biologique),
- Gestion des arbustes, rosiers (taille, désherbage, renouvellement, gestion sanitaire en protection biologique),
- Gestion des arbres.

En matière de gestion des eaux pluviales :

- Entretien des accessoires de voirie liés au réseau d'eaux pluviales (grilles essentiellement),
- Entretien des fossés.

En matière de défense extérieure contre l'incendie :

- Entretien des ouvrages publics de défense incendie,
- Gestion, maintenance et contrôle périodiques des points d'eau incendie (PEI), selon la répartition des charges entre commune et Agglo concernant la compétence DECI.

En matière de signalisation/signalétique :

- Maintenance des équipements de signalétique horizontale et verticale, directionnelle et de signalétique intérieure à la zone d'activité,
- Actualisation des signalétiques individuelles des entreprises.

Article 3 – Désignation des missions assumées par l'Agglo

Tout investissement lié au développement de la zone d'activités, la mutation des activités en son sein, et l'évolution des besoins (exemple : implantation d'un rond point, etc...) est pleinement pris en charge par l'Agglo. Plus précisément, ceci concerne :

- Le développement de nouvelles voiries internes à la zone d'activités, des couches de revêtement de voiries pour ces dernières,
- La remise à niveau des voiries communautaires et de l'ensemble des équipements annexes (eaux pluviales, etc...), et des espaces verts,
- Le développement de nouvelles installations d'éclairage public, et l'enfouissement des réseaux secs (telecom) sur les nouvelles voiries communautaires développées sur la zone,

L'Agglo prend pleinement en charge les prestations lourdes ou liées à une gestion coordonnée à réaliser sur l'ensemble des zones d'activité, notamment en termes de signalétique (nouveaux totems, création et implantation). Ceci en vue d'uniformiser les équipements existants sur toutes les zones communautaires, s'appuyant notamment sur une charte graphique homogène.

L'Agglo demeure compétente sur l'accompagnement des porteurs projets et acteurs économiques présents sur le site, notamment pour les dispositifs d'aide et de soutien. De même, l'Agglo prend pleinement en charge l'ensemble des études et frais afférents à l'évolution ou les perspectives de mutation des activités sur la zone d'activités.

Article 4 – Perspectives d'uniformisation de la propriété des voiries et espaces communs de la zone d'activités

Sur la zone « », dont les aménagements existants correspondent à une réalité d'activité et de développement économique étant amenée à évoluer de façon marginale, la logique est de tendre vers une propriété pleine et entière de l'ensemble des espaces publics (voiries, espaces communs, espaces verts, etc...) de la commune.

Tout aménagement spécifique à la zone d'activités pour permettre le développement économique de la zone (ex : aire de retournement, nouvelle voirie, etc...) sera assumé par l'Agglo, dans la mesure où la taxe d'aménagement liée au développement des activités sur le site lui revient.

A l'issue des aménagements réalisés, le principe est de procéder à des rétrocessions de l'Agglo à la commune, pour l'ensemble des voiries, accessoires de voirie (trottoirs, éclairage public) et espaces communs du site. Pour les aménagements déjà existants, cela sera précédé le cas échéant d'une réfection et d'une remise à niveau par l'Agglo, avant rétrocession à la commune.

Article 5 - Conditions financières

Les prestations assumées par la commune ne font pas l'objet d'une rémunération par l'Agglo, étant entendu que la perception de la taxe foncière sur les propriétés bâties sur le périmètre de la ZAE est intégralement au bénéfice de la commune.

Article 6 - Responsabilités

La commune et l'Agglo sont chacune responsable, vis-à-vis des tiers, des éventuels dommages de tous ordres résultant des obligations ou du non-respect de ses obligations dans le cadre de la présente convention.

Chaque entité est en outre responsable, à l'égard des tiers, des éventuels dommages résultant d'engagements ou actions réalisés au-delà des missions qui lui ont été fixés par la présente convention.

Article 7 - Entrée en vigueur, durée et résiliation de la convention

La présente convention prend effet à compter de sa signature et de sa transmission au contrôle de légalité.

Elle est conclue pour une durée d'un an reconductible tacitement pour la même durée, sans pouvoir excéder 5 ans, et sous réserve d'une dénonciation par l'une ou l'autre des parties par

lettre recommandée au plus tard 3 mois avant l'échéance de la convention. Toutes les modifications qui devront y être apportées prendront nécessairement la forme d'un avenant.

La présente convention pourra être résiliée avant son terme dans l'une des hypothèses suivantes :

- En cas de non-respect par l'une ou l'autre des parties des engagements lui incombant.
Dans cette hypothèse, la convention pourra être résiliée de plein droit à l'issue d'un délai de 15 jours resté sans réponse suite à une mise en demeure adressée par lettre recommandée avec accusé de réception.
- Par accord entre les parties moyennant le respect d'un préavis de 3 mois.

Dans toutes les hypothèses où il serait mis un terme à la convention de manière anticipée, l'Agglo pourra se substituer à la commune.

Article 8 - Juridiction compétente en cas de litige

Les parties s'engagent à rechercher, en cas de litige relatif à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention, toute voie amiable de règlement des différends.

En cas d'échec des voies amiables, le litige sera porté devant la juridiction compétente.

Fait à Davézieux, le

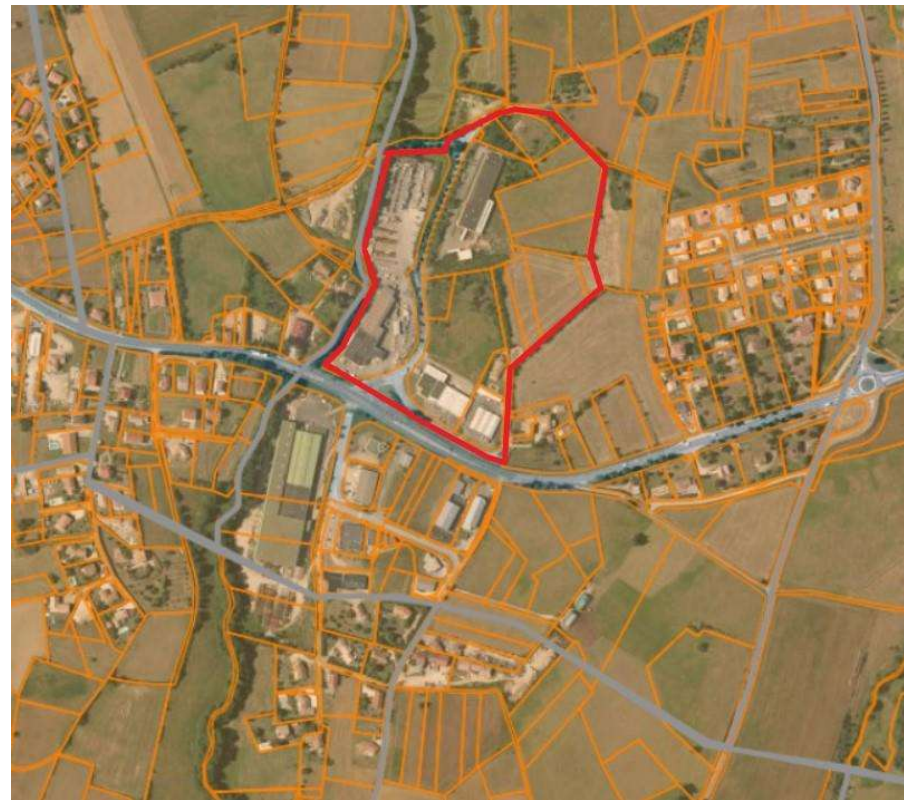
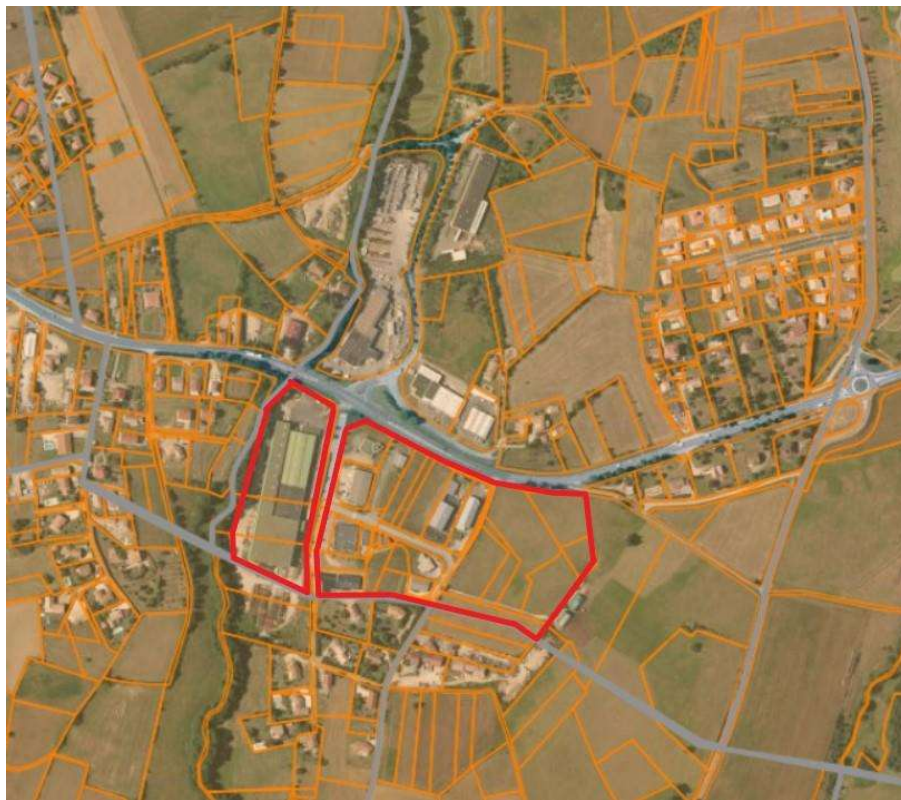
Pour Annonay Rhône Agglo

Pour la commune

Annexe > Plans des zones



ZA de Massas et de Chantecaille



ZA Le Rivet



ZA Le Mas



ZA La Lombardière



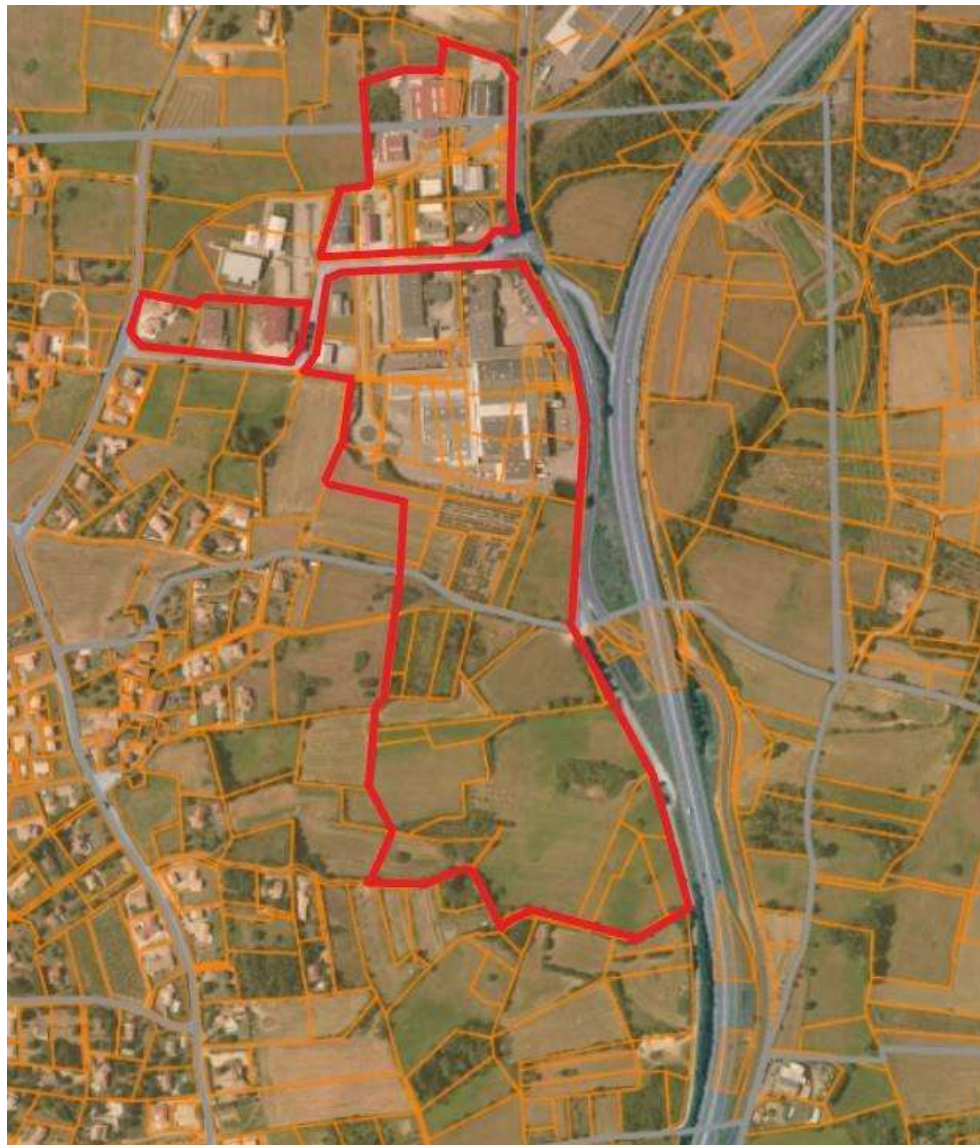
ZA de Marenton 1 et 2



ZA de Munas



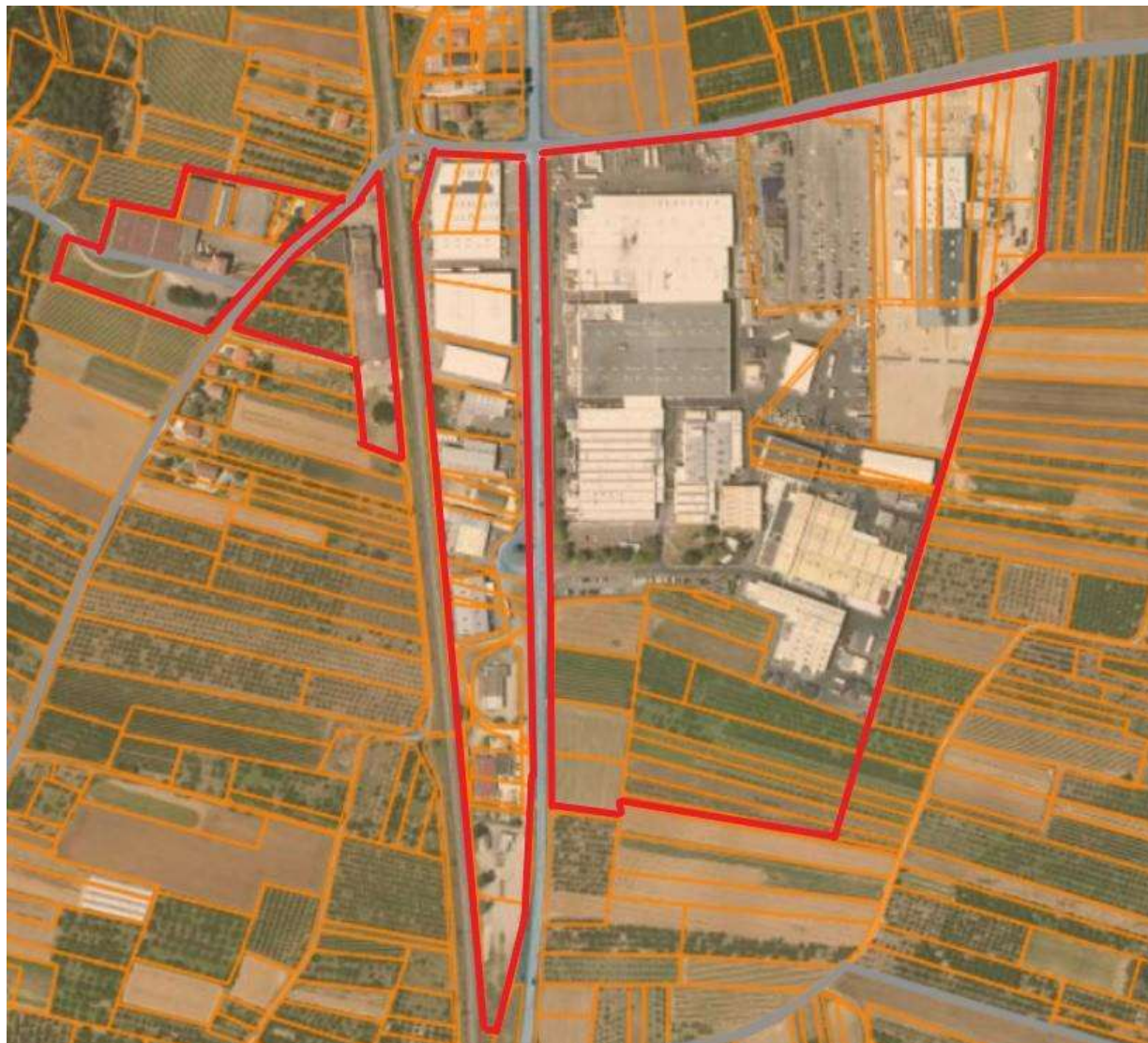
ZA La Boissonnette 1 et 2



ZA Le Flacher



ZA Les Ecolanges



ZA Les Prés du Roy



ZA de Grosberty



ZA de Chizaret



ZA Les Priaux



ZA de Prachenet





ZA de Marlet



ZA de La Détourbe



ZA de Jarousset



ZA des Cluzeaux

